

toutes probabilités maintenue indéfiniment, car il en coûte trop cher de quitter une union monétaire pour qu'un pays prenne cette décision sans avoir des raisons pressantes et irrésistibles de le faire.

L'accord intervenu sur les termes du Pacte de stabilité et de croissance, fait saillant de la réunion du Conseil de l'UE à Dublin en décembre 1996, supprime un obstacle de taille pour l'UEM. Le Pacte concrétise l'entente entre les membres de l'UE selon laquelle les participants à l'Union monétaire doivent pratiquer la discipline budgétaire après l'entrée en vigueur de l'UEM le 1^{er} janvier 1999.

2. Le cadre de l'UEM

2.1 Contexte et principales caractéristiques

Le Traité de Maastricht a établi un calendrier en trois étapes qui mènera à l'Union économique et monétaire et à l'utilisation d'une monnaie unique.

La phase I de l'UEM, qui s'est amorcée le 1^{er} janvier 1990 et a pris fin le 1^{er} décembre 1993, exigeait l'élimination de tous les contrôles imposés par les États membres sur les mouvements de capitaux.

La phase II, qui a commencé le 1^{er} janvier 1994, oblige tous les signataires (sauf le Royaume-Uni et le Danemark) à passer à la phase III s'ils répondent aux critères de convergence d'après le Conseil européen.

La phase III consacrera l'établissement de la monnaie unique; la date la plus probable avancée jusqu'à maintenant est le 1^{er} janvier 1999.

Le Traité de Maastricht énonce cinq critères de convergence économique que les États-membres doivent remplir afin d'être admissibles à l'étape finale de l'UEM :

1. Le déficit général de l'État doit être inférieur à 3 % du PIB, à moins que le ratio ne soit en baisse et ne s'approche de la valeur de référence.
2. Le rapport général de la dette publique au PIB doit être inférieur à 60 %, à moins qu'il ne soit en baisse et ne s'approche de la valeur de référence. D'aucuns s'interrogent sur le degré de souplesse à conférer à ces deux premiers critères.
3. Le taux d'inflation ne doit pas dépasser de plus de 1,5 point de pourcentage la moyenne de l'inflation des trois États membres réalisant la meilleure performance.